

Robert Comeau et Bernard Dionne — *Le droit de se taire. Histoire des communistes au Québec, de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille*. Montréal : VLB Éditeur, 1989, 544 p.

Pour le lecteur étranger, le choc est double : découvrir en même temps la permanence d'une filiation communiste au Québec et sa minceur récurrente; constater ensuite le nombre de chercheurs qui se sont attachés à son histoire. Robert Comeau et Bernard Dionne ont constitué une sorte d'anthologie de ces travaux pour offrir au public francophone une vue d'ensemble qui aborde à la fois l'histoire, la nature, le rôle et l'environnement du communisme québécois. Ils en présentent également quelques figures militantes de premier plan. Des annexes, précieuses et précises, délimitent l'importance du phénomène : les effectifs communistes ne dépassèrent le millier qu'entre 1939 et 1947 et les Canadiens français s'inscrivent dans ce total pour moins de 500 à l'époque la plus favorable.

C'est dire que l'histoire du communisme au Québec renvoie avant toute chose aux fantasmes du pouvoir qui l'interdit et le persécuta, pire, le diabolisa sans attendre que les É.-U. lui fournissent le modèle maccarthyste. Au contraire, sous plusieurs aspects, que ce soit le monde des artistes, des intellectuels et même des syndicats, l'exemple et l'influence progressistes vinrent du Sud. La « loi du cadenas » qui, sous une forme particulièrement perverse et singulièrement imaginative, bloquait tout lieu susceptible de constituer un foyer de subversion laisse l'observateur extérieur pantois. L'absence de séparation entre pouvoir exécutif et judiciaire dans un pays dont la tradition se rattache à la patrie de l'*habeas corpus* constitue une autre surprise. On me permettra de signaler aux chercheurs canadiens, et singulièrement québécois, combien était ignoré, hors de leurs frontières, le caractère répressif que connut quelques années la société canadienne au XX^e siècle !

Le catholicisme omniprésent est une des clés de compréhension du phénomène de rejet que manifesta la société envers le communisme, mais on aurait précisément aimé plus de réponses à cette interrogation fondamentale. Bien sûr, l'on perçoit parfaitement pourquoi Ukrainiens et Juifs constituèrent pendant longtemps l'armature du PC canadien, mais comment comprendre dans le même contexte idéologique la pénétration, quoique toute relative, de la social-démocratie ?

Les auteurs ont parfaitement structuré leur matière : Parti et Société, Parti et dirigeants, communistes et mouvement syndical; et, en finale, des tableaux d'effectifs, une liste des congrès ainsi qu'une chronologie (1921-1970) des plus complètes. Ils ont rassemblé une large brassée d'auteurs qui ont livré des approches tant générales que ponctuelles, composant ainsi un très vaste panorama, qui, c'est un mérite certain, ne néglige pas les aspects culturels.

Mais les contributions sont de valeur très inégales, mélangeant souvent approche scientifique et textes militants, chaleureux mais pêchant par trop de simplisme. Cette dernière remarque vaut particulièrement pour les esquisses biographiques, trop souvent récits de vie sans critique historique.

Au-delà du caractère forcément disparate de pareille entreprise, un reproche nous paraît devoir être formulé. Si l'ouvrage se voulait un panorama général du communisme au Québec, il se devait de faire plus de place à l'approche sociologique, aux rapports entre classes sociales, origines ethniques et recrutement du Parti. Les auteurs renvoient à Avakoumovitch qui s'est livré à cet exercice pour le Parti canadien; ils disposaient également du travail d'Andrée Lévesque, *Virage à gauche*

interdit, qui s'y est exercée. Les interrogations posées trouvent parfois réponse vite satisfaite. Ainsi, la raideur des années sectaires n'est-elle due qu'à la politique de l'Internationale communiste ? N'y a-t-il pas dans ce parti groupusculaire, formé majoritairement d'émigrés de fraîche date, des éléments intrinsèques qui conditionnent le sectarisme ? Malgré qu'elle court comme un fil rouge à travers tout le volume et en justifie sans doute l'existence, la problématique nationale ne fait pas l'objet d'un exposé systématique. On peut le regretter, tant son poids a manifestement joué, étroitement confondue qu'elle était avec la revendication démocratique, dans l'histoire des communistes du Québec. Et ce d'autant plus qu'ils faisaient face au monolithisme et au dogmatisme du groupe dirigeant canadien symbolisé par Tim Buck, le plus ancien des « chefs historiques » du communisme en Occident.

Il me paraît que ces approches négligent par trop la problématique de l'histoire du communisme telle qu'elle a été abordée par les travaux et l'équipe d'Annie Kriegel à Nanterre. On en reste trop souvent à l'histoire purement événementielle ou idéologique, à l'histoire interne, avec les critiques nécessairement d'usage aujourd'hui, mais sans chercher à donner une épaisseur sociologique aux communistes québécois. Ceux-ci n'apparaissent dans ces pages qu'à travers quelques-uns de leurs dirigeants. C'est pourquoi sont particulièrement parlants les cas présentés d'actions syndicales où se perçoivent clairement le rôle exact, le pourquoi des succès et surtout des échecs des communistes au Québec.

Pour le lecteur non américain, pour le familier de la problématique communiste européenne, il existe une distance manifeste entre cette approche, encore trop liée à l'historiographie, honnête et courageuse, chaleureuse et ouverte, du passé, et les méthodes appliquées aujourd'hui à l'histoire du communisme. À l'heure où se perçoivent déjà les apports dûs à l'ouverture des archives du Komintern à Moscou, cet ouvrage reflète encore quelque peu la nature obsidionale du communisme au Québec.

Ces réserves, formulées à bon compte, car conçues dans la période post-1991 d'accès aux archives, ne peuvent cacher que l'ouvrage constituera pour le grand public comme pour les chercheurs francophones une introduction particulière fructueuse à une problématique en devenir.

José Gotovitch
Université de Bruxelles

Mitchell Dean — *The Constitution of Poverty. Toward a Genealogy of Liberal Governance*. London and New York: Routledge, 1991. Pp. viii, 248.

E.J. Hobsbawm once remarked that the New Poor Law of 1834 “created more embittered unhappiness than any other statute of modern British history” [*Industry and Empire* (229)]. Historical sociologist Mitchell Dean's purpose is not to examine the reaction of the poor to this legislation, but rather, through a case-history of the discourses, policies and relief practices between 1795 and 1834, to reveal the “full, ruptural nature of pauperism” (4) in the creation of the liberal mode of government. Relying heavily, though by no means exclusively, on Foucault's theory of